

HAUSSE DE LA PRODUCTION DES CÉRÉALES

L'autosuffisance à la portée de l'Algérie

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, du Développement rural et de la Pêche a présidé, hier au siège de l'Union des coopératives agricoles (UCA) à Alger, une réunion avec les cadres de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) et les représentants des Coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS).



Ph : Archives

Abdolkader Bouazghi a axé son intervention sur la nécessité de réduire au maximum la facture des importations des produits céréaliers. «Je ne dirai pas qu'il n'y a pas eu d'efforts et de sacrifices en matière de production, mais j'insiste sur la nécessité de réduire au maximum la facture des importations des céréales», a-t-il fait savoir. «Il est clair que cela ne sera possible qu'avec l'augmentation de la production, notamment celle du blé dur. Notre priorité sera de renforcer davantage sa production d'autant plus que dans le programme quinquennal du président de la République, la stratégie est axée sur la relance du secteur de l'agriculture à même de booster l'économie nationale», a-t-il ajouté. «Concernant la campagne moisson-battage 2016-2017 et en dépit du manque de pluies, on a pu obtenir une récolte de 35 millions de quintaux, soit une hausse de 4% par rapport à la saison précédente. Cette augmentation est due notamment à l'élargissement des superficies irriguées et des avancées en matière de respect de l'itinéraire technique. Cela dit, l'amélioration de la production céréalière reste tributaire de l'augmentation des superficies irriguées estimées actuellement à 200.000 ha et qui

doivent atteindre 600.000 d'ici à 2019. Cela permettra de doubler la production», a précisé le ministre. «L'Etat a mis tous les moyens pour augmenter la production et parvenir, dans quelques années, à assurer l'autosuffisance en matière de céréales. Les organismes spécialisés, les agriculteurs et les coopératives ont le soutien de l'Etat en matière d'accompagnement, de financement bancaire, d'assurances, de matériels, de disponibilité de semences et d'engraisement ainsi que de toutes les facilitations en matière de gestion», a-t-il renchéri.

«Il faudra mener à bien la prochaine campagne des labours-semailles pour espérer de meilleures perspectives. Les moyens et les capacités existent. Je suis persuadé qu'en conjuguant les efforts, nous allons relever le défi», a clamé Bouazghi.

L'AUTOSUFFISANCE D'ICI À 2020

De son côté, le directeur général de l'OAIC, Mohamed Belabdi, a indiqué lors d'un point de presse improvisé que l'Office assume le rôle de régulateur du marché des céréales en suppléant le déficit de production par des importations mais axe désormais sa stratégie sur la production. «L'OAIC est passé désormais à un autre stade, celui de la production.» Il ne cache pas ses ambi-

tions puisque plusieurs projets d'investissement ont été lancés pour améliorer le taux de production et la qualité des produits. «Notre intérêt est d'augmenter la production nationale de céréales et d'arrêter d'importer le blé dur en particulier», a-t-il soutenu. Et de poursuivre : «A titre indicatif, l'OAIC a financé des projets sur une superficie de 50.000 ha. Sur le montant d'investissement, les bénéficiaires de projets auront deux modes de remboursement. Le premier est un montant financier à honorer, alors que le deuxième (50%) sera sous forme de contrepartie en produits céréaliers au profit de l'OAIC.»

Evoquant les répercussions de la hausse de la production sur la facture des importations, Belabdi a confirmé que «cette hausse de la production, notamment de blé dur, a réduit la facture des importations de 50%, soit 500 millions de dollars. Le gouvernement mise sur les potentialités existantes pour atteindre l'autosuffisance d'ici à 2020». Il a également fait savoir que concernant «les problèmes des silos métalliques et en béton, le parc de mécanisation a été doté de moissonneuses-batteuses neuves, le matériel agricole a été totalement rénové et les capacités d'engraisement ont été multipliées par huit».

■ Khaled H.

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES 2017-2018

Objectif : s'autosuffire en légumes secs

SI LES IMPORTATIONS de blé dur ont été réduites de presque de moitié ces deux dernières années, ce n'est pas le cas pour le blé tendre puisque la facture du pays continue à grimper.

■ BOUZID CHALABI

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche Abdelkader Bouazgui a exhorté les directeurs des coopératives de céréales et de légumes secs (Ccls) de se mobiliser afin que la campagne labours-semailles 2017-2018 se déroule dans de bonnes conditions. Ce dernier, qui présidait hier, en compagnie de Mohamed Belabdi, directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic), une réunion nationale de l'Oaic avec les Ccls afin de faire le bilan de la campagne moissons-battages 2016-2017 et l'évaluation de la préparation de la campagne labours-semailles 2017-2018 au siège de l'Union des coopératives agricoles (UCA) sise à Alger, a insisté sur tout l'intérêt de mettre à la disposition des céréaliers ce dont ils ont besoin pour mener à bien leur campagne labours-semailles. « Vous devez vous impliquer davantage tout en travaillant méthodiquement, c'est-à-dire éviter d'improviser. Il faut donc que chaque unité opère avec une feuille de route », a instruit le ministre. Il leur a dit également que « tout le dispositif mis en place reste tributaire de votre volonté à l'exécuter sur le terrain car c'est vous le pivot sur lequel reposent les dispositions prises ». Bouazgui a aussi fait remarquer aux responsables des coopératives que la céréaliculture



La céréaliculture est un enjeu majeur pour l'avenir du pays

est un enjeu majeur pour l'avenir du pays ». « Et donc il va falloir rehausser notre production céréalrière. C'est d'autant plus nécessaire si nous voulons réduire notre facture d'importation de céréales. Un objectif qui reste à notre portée pour peu que tous les acteurs de la filière s'impliquent davantage », a lancé le ministre face au parterre des présents. Dans cette optique il a été présenté dans le détail au ministre les moyens mobilisés pour la campagne

labours-semailles 2017-2018. Au registre de la mobilisation des semences l'Oaic va mettre à disposition 1 400 000 quintaux, soit plus de 300 000 quintaux en comparaison avec la campagne précédente. En clair, le volume de semences prêt à l'emploi se répartit comme suit : blé dur (1 000 000 q), blé tendre (180 000 q) et orge (320 000 q). Toujours dans ce même registre, il a été souligné dans la présentation que 1 000 000 de q supplémentaires ont été mobilisés en comparaison

avec la campagne 2011-2012. En termes d'objectifs de production de semence à atteindre à l'issue de la saison, l'Oaic va consacrer 175 000 hectares dont 50 000 en irrigué. Concernant la mobilisation des engrais l'office précise que 320 000 q d'engrais de fond et 290 000 q d'engrais de couverture sont mobilisés au niveau des Ccls. Enfin l'Oaic fait savoir qu'à la date du 30 septembre 2017 les Ccls ont livré aux céréaliers 74 000q de semences et 100 000 q d'engrais.

Au registre du financement de la campagne labours-semailles, l'office indique que 56 guichets uniques (Badr-Ccls-Crma) sont opérationnels depuis le 15 juillet dernier ce qui va permettre aux céréaliers agriculteurs de disposer des semences et des engrais dans les délais agricoles. Retenons que le DG de l'Oaic a tenu à faire savoir dans un point de presse improvisé : « Dans le cadre de la recherche de semences les plus appropriées au type de sol de certaines de nos régions où se pratique la céréaliculture à grande échelle non sans oublier le paramètre climatique, l'Institut des grandes cultures a testé 65 variantes de semences pour n'en retenir au final que 20 dont certaines sont destinées à la production de semences. »

A notre question de savoir si les prix des semences vendues aux céréaliers allaient augmenter, le DG de l'Oaic nous a répondu qu'ils n'allaient pas changer et de rappeler dans la foulée : « Ils sont les mêmes depuis 2002. Le prix varie entre 4 500 DA et 5 400 DA le quintal, selon la qualité de la semence ». Soulignons que Belabdi a estimé que le pays pouvait s'autosuffire en blé dur à moyen terme. « Mais comme notre mode de consommation a changé car nous consommons davantage de farine, nous allons continuer à importer en grande quantité du blé tendre », a-t-il enfin indiqué.

B. C.

CÉRÉALES

La récolte 2017 jugée «acceptable»

La saison moisson-battage 2016-2017 a été marquée par une récolte jugée «acceptable» et ce, au vu des conditions météorologiques qui l'ont marquée. Au total, 35 millions de quintaux de céréales ont été récoltés, soit une baisse de 4% par rapport à l'année 2016. Pour le ministre de l'Agriculture, «la bonne maîtrise du processus de l'itinéraire technique et la mobilisation humaine ont sauvé la saison agricole 2016-2017».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Lors d'une rencontre d'évaluation de la saison moisson-battage 2016-2017, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a réitéré les engagements de l'Etat «pour soutenir la filière céréalière», en mettant à la disposition du secteur «les moyens appropriés pour réaliser les objectifs fixés dans le plan du gouvernement».

Lors de son intervention devant les participants à la réunion tenue au siège de l'UCCA d'Alger, le premier responsable du secteur a rappelé les objectifs fixés à cet effet, en citant comme référence «l'élargissement de la surface agricole utile qui doit atteindre les neuf millions d'hectares, alors qu'elle est aujourd'hui de huit et demi et l'élargissement de celle irriguée, en accordant la priorité à la production agricole».

A ce titre, il a plaidé pour «la valorisation des efforts à travers l'implication de tous les acteurs et ce, dans le but de capitaliser cette filière et arriver à réduire la facture de l'importation des céréales».

A ce propos, le ministre a salué les performances réalisées cette saison, et ce, malgré «des conditions atmosphériques peu favorables, soit le manque de pluviomé-

trie notamment dans les régions à vocation céréalière».

En termes de chiffres, le directeur général de l'OAIC et dans un exposé-bilan rendu public à cet effet, a indiqué qu'«une collecte de 16,2 millions de quintaux, soit 50% de la production nationale

des céréales, a été réalisée lors de la saison moisson-battage 2016-2017, ce qui indique une stabilité dans le taux de collecte des blés durs depuis la récolte 2011.

La collecte des légumes secs a été quant à elle évaluée à 41 000 quintaux, essentiellement des semences. Par région, la collecte de la région Est a régressé de près de 40% par rapport à 2016, alors que des rendements inférieurs à 10 q/ha ont été enregistrés par les 5 wilayas de l'Est touchées par le sinistre de la sécheresse, à savoir Sétif, Bordj-Bou-Arréridj, Guelma, Oum-el-Bouaghi

et Batna». «Les déficits hydriques enregistrés en début d'automne et de printemps ont fortement affecté les rendements de la campagne 2016-2017, surtout pour la région Est (5 wilayas ont enregistré 10 q/ha)», a-t-il expliqué.

L'autre grande satisfaction mise en exergue par le directeur général de l'OAIC concerne la récolte record des lentilles qui est passée de 45 000 quintaux en 2014 à 223 000 en 2017, «ce qui représente quarante millions d'euros d'économie en importation».

A. B.

IMPORTATION DE CÉRÉALES

La facture s'est élevée à 3 milliards de dollars en 2016

Le DG de l'OAIC a rappelé que la facture concernant l'importation de blé dur, qui était de l'ordre de deux milliards de dollars, a été réduite de moitié l'année dernière.

Malgré tous les efforts déployés et les moyens dégagés par les pouvoirs publics en vue d'améliorer la production nationale de céréales, la facture d'importation de blé tendre et de blé dur reste élevée. Le gouvernement a débloqué trois milliards de dollars l'année dernière pour l'importation des céréales, soit deux milliards pour le blé tendre et un milliard pour le blé dur. Cette situation chiffrée a été dressée, hier, par le directeur général de l'OAIC, M. Belabid Mohamed, lors d'un point de presse improvisé en marge de la réunion de travail consacrée au lancement de la campagne labours-semailles 2017/2018, présidée par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui. Dans son intervention, le patron de l'Office algérien interprofessionnel des céréales a rappelé que de gros investissements ont été consentis par son établissement chargé de réguler le marché national des céréales, en vue d'améliorer la production nationale et réduire, du coup, la facture d'importation.

À ce propos, M. Belabid a rappelé que la facture concernant l'importation de blé dur qui était de l'ordre de deux milliards de dollars a été réduite de moitié l'année dernière. Cette "performance" réalisée sera encore améliorée cette année pour atteindre l'objectif de l'autosuffisance en matière de blé dur, selon le DG de l'OAIC. "On dispose de tous les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif, soit de la qualité de la semence mise à la disposition des fellahs ou des conditions climatiques qui y sont très favorables. La production de blé dur était l'année dernière de l'ordre de 20 millions de quintaux. Et la production nationale globale de céréales durant la campagne 2016/2017 s'élevait à 35 millions de quintaux."



Abordant les besoins du marché national, M. Belabid précisera que "les habitudes alimentaires ont changé, donc c'est le blé tendre (la farine) qui est beaucoup plus demandé". S'agissant du dispositif technique et matériel devant accompagner le lancement de la présente campagne labours-semailles, le ministre de l'Agriculture a insisté sur la grande responsabilité des Co-

opératives de céréales et de légumes secs (CCLS) pour réussir l'opération 2017/2018, et ce, en dépassant toutes les difficultés afin d'encourager le céréaliculteur à améliorer son rendement. "L'État n'a ménagé aucun effort. Toutes les mesures nécessaires devant assurer la réussite de la présente campagne ont été prises. Le plan d'action du gouvernement adopté récemment par le Parlement a confir-

mé la poursuite de la politique de soutien, en amont et en aval, de la branche de la céréaliculture. Des quantités suffisantes de semences sont disponibles. Pas moins de 2,4 millions de quintaux de semences certifiés ont été mobilisés par l'OAIC. La superficie réservée cette année à la céréaliculture est de plus de 3,4 millions d'hectares. On doit relever le défi."

H. H.

VULGARISATION AGRICOLE À TIPASA

Les fellahs découvrent la station météorologique mobile

La Chambre de l'agriculture et la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Tipasa avaient réuni un grand nombre des acteurs du secteur de l'agriculture, jeudi dernier, afin de célébrer la Journée nationale de la vulgarisation agricole. «L'impact des changements climatiques sur la production céréalière» ; «L'investissement agricole dans le cadre du partenariat» ; «Le rôle des associations et des coopératives dans l'investissement des connaissances» ; «Les techniques de conduite d'un vignoble en pergola» ; «Le choix variétal de la pomme de terre» ; «La lutte biologique et biotechnologique» ; «La vulgarisation du système déclaratif à l'assurance», autant de thèmes animés respectivement lors de cette manifestation qui avait eu lieu au siège de la CAW, par les experts l'ITGC, l'ONTA, l'INVA, l'ITAFV, l'ITCMI, l'INPV et enfin la Casnos. Nonobstant l'exposition des produits agricoles, de l'apiculture, de l'aviculture et des matériels et équipements agricoles, c'est la présentation de la station météorologique mobile qui avait attiré beaucoup de fellahs, avides d'informations sur ce nouvel équipement technologique qui s'est introduit dans le secteur de l'agriculture, de surcroît alimenté par l'énergie solaire. Il permet de

transmettre en temps réel, par synchronisation sur internet ou par GPRS, toutes les données qui permettent aux agriculteurs d'agir immédiatement sur leurs cultures. En effet, grâce aux capteurs de cette station, le fellah est informé spontanément sur la situation inhérente à la température, l'humidité, l'humectation des feuillages, la vitesse et la direction du vent, l'état hydrique du sol, autant d'éléments qui dévoilent la traçabilité et l'état des lieux de ses cultures. Des données précieuses qui incitent le fellah sur le terrain à apporter les corrections grâce à ces informations communiquées par cet outil de supervision. M^{me} Chelha Mounia, ingénieur en agronomie nous a parlé de l'introduction de 48 variétés de pomme de terre dans notre pays l'année dernière, du développement de toutes les cultures maraîchères, de l'introduction des primeurs, des techniques qui favorisent le rendement agricole, de la lutte contre les maladies. Quant à Boussadi Mohamed, ingénieur, chef de développement à l'ITGC d'El-Harrach, il a mis l'accent sur les avantages de l'agriculture de conservation à développer en Algérie, sur l'utilisation de la science et des matériels adéquats dans l'agriculture, l'exploitation des techniques qui permettent d'augmenter le taux de rendement de la culture céréalière en Algérie, d'autant

plus que notre pays accuse un déficit de 65% en production céréalière, la sensibilisation des agriculteurs algériens sur les méthodes scientifiques et technologiques qu'il faut à tout prix adapter, compte tenu de la menace des changements climatiques, de l'absence de main-d'œuvre, du déficit en énergie et en eau. Lors de son intervention, il a mis en garde les agriculteurs sur les dangers qui guettent notre potentiel agricole. Le rendement de la production céréalière algérienne est trop insignifiant par rapport à d'autres pays. A titre d'exemple, en Nouvelle-Zélande, le rendement moyen annuel de la production céréalière a atteint 168 q/ha cette année, alors qu'en Algérie le rendement moyen de la production céréalière ne dépasse pas les 19 q/ha. Des efforts gigantesques sont attendus pour hisser une production agricole en mesure de subvenir dans un premier temps aux besoins nationaux. Des problématiques ont été abordées. Les agriculteurs et les investisseurs continuent à souffrir de la bureaucratie locale qui les bloque. Les discours prometteurs n'arrivent pas à trouver un écho positif localement. Le chef de l'exécutif de la wilaya de Tipasa s'est rendu à la CAW pour s'enquérir de la situation et discuter avec certains fellahs de leurs difficultés.

M'hamed H

Agriculture

Pour une réelle vision et action

Et disons le d'emblée, sans précaution oratoire aucune : c'est parce que l'Algérie fût historiquement le grenier de Rome, dit-on, qu'elle devra être, aujourd'hui, le véritable grenier de l'Algérie, et affirmons-le avec une pleine conviction. Ceci dit, arrêtons-nous, un laps de temps, pour dire que jamais les discours à caractère socio-économique abordant la notion du développement agricole ou rural n'ont fait abstraction du mot d'ordre sécurité alimentaire et le cours de l'histoire, confirmé par les réalités du présent, démontre que l'indépendance réelle des peuples se mesure par leur degré de sécurité alimentaire. Elle est seule et unique référence du reste. Les pays n'ayant pas atteint cet objectif, se trouvent incapables de lutter contre l'oppression et l'exploitation. Dès lors, la sécurité alimentaire devient un gage de souveraineté nationale.

Première partie



Par Mohamed Khilati

En Algérie, de par la diversité de ses potentialités, le secteur agricole est considéré comme un levier de l'économie nationale. Il constitue un secteur clé pour le développement économique et social du pays compte tenu de la population rurale qui en dépend directement, de sa dimension stratégique en matière de sécurité alimentaire, et enfin de sa contribution dans la régulation de la balance commerciale du pays.

Aujourd'hui, le monde vit dans un état de pénurie alimentaire dont la gravité risque, à l'avenir, de provoquer des crises aiguës de plus en plus fréquentes et étendues. De telles crises peuvent mettre en danger l'indépendance et même l'existence de peuples entiers. La répartition inégale des richesses naturelles et l'écart technologique à travers le monde, ont permis à un nombre réduit de puissances exportatrices de faire de l'aliment leur arme politique de domination. Certains pays, même parmi les plus avancés, ayant négligé leur agriculture, se trouvent actuellement dans une situation de dépendance économique grave et ce, malgré les succès de leur industrie.

L'Algérie, dont les importations de biens alimentaires ne cessent d'augmenter, se trouve de plus en plus exposée aux conséquences des crises alimentaires dans le monde. Son indépendance dans ce domaine s'en trouverait affectée, si elle ne prend pas garde et conscience de la vraie dimension du problème alimentaire et si elle n'accorde pas, en conséquence,

au développement de l'agriculture en particulier et au développement rural, en général, la priorité et les moyens qu'ils réclament.

La baisse actuelle des prix des hydrocarbures et ses repercussions sur la sphère économique et sociale devront constituer, pour nous algériens des enseignements pour promouvoir inexorablement notre économie hors hydrocarbure. L'agriculture en demeure l'un des secteurs stratégiques pour lequel, une priorité de premier plan devra lui être accordée, dont la stratégie de son développement doit être à caractère participatif et intersectoriel, à la fois, dans la mesure où l'agriculture ne se pratique pas en vase clos mais fait référence à l'idée d'interdépendance et de liaison avec de multiples secteurs. Les restrictions budgétaires si l'on veut développer l'agriculture ne devront pas, à notre sens, concerner le secteur qui de surcroît, constitue une priorité absolue.

Pis encore, le degré de dépendance alimentaire, conséquence directe des déficits de l'offre agricole, de la faible intégration de la production nationale dans les industries agro-alimentaires et l'incertitude qui pèsent sur les évolutions des marchés extérieurs dans lesquels, l'Algérie est insérée, posent nécessairement la question du rôle et de la place du secteur agricole dans l'économie nationale.

Ce postulat est d'autant plus préoccupant que la mondialisation de l'économie qui constitue, à l'heure actuelle, un phénomène majeur, tend à opérer une restructuration des règles qui régissent les échanges internationaux dans

un sens plutôt défavorable aux pays grands importateurs de denrées alimentaires, au moment où de nombreuses études entreprises affirment la possibilité d'améliorer d'une manière significative, la production nationale à travers la mise en cohérence des politiques agricoles et agro-alimentaires, la concrétisation d'une stratégie agricole reposant sur un ensemble de mesures à caractère économique, technique et institutionnel, propre à réunir les conditions d'une croissance agricole soutenue et durable par le biais d'une exploitation optimale et rationnelle, des ressources humaines, naturelles et matérielles existantes.

Un réel potentiel à mieux exploiter

Les ressources naturelles agricoles que recèle le pays sont certes importantes, mais néanmoins relativement peu exploitées par rapport aux objectifs escomptés. La faiblesse de leur exploitation ne suffit pas, à elle seule, à expliquer les mauvais résultats de la production agricole, bien qu'en net accroissement, au vu de l'histoire de leur évolution et des améliorations, somme toute appréciables, enregistrées ces dernières années. En effet, le pays est loin d'avoir, en dépit des efforts louables consentis, tiré le meilleur parti de ses potentialités, et la contrainte majeure au développement de l'agriculture se trouve dans l'organisation du secteur, en ce qui concerne aussi bien ses structures de production que celles chargées de le soutenir sur les plans technique et économique.

A ce sujet, l'examen des performances en matière de production agricole montre l'existence d'un écart important entre celle-ci et la consommation de biens alimentaires agricoles de base qui sont pour l'essentiel, importés (céréales, laits, huiles...). Pour illustrer cette vulnérabilité alimentaire, il y a lieu de noter que l'Algérie consacre annuellement entre 4 à 6 milliards de dollars pour son approvisionnement en denrées alimentaires, un chiffre qui demeure, par ailleurs, en nette augmentation. Les chiffres établis à l'heure actuelle, indiquent presque un doublement de cette facture, liée néanmoins à la hausse des prix des denrées alimentaires à l'échelle mondiale.

C'est par la revalorisation du travail agricole et la promotion du producteur agricole qu'il importe de commencer, pour pouvoir impulser de façon efficace le progrès dans le secteur agricole et rural. Il s'agit d'harmoniser les formes organisationnelles du secteur agricole de manière à adapter les structures de gestion inhérentes aux caractéristiques socio-psychologiques propres à la paysannerie algérienne et à la recherche de l'efficacité et de lui faire imprimer une action de modernisation, en considérant que les petits et moyens paysans sont des alliés du développement en leur faisant bénéficier des bienfaits de la commercialisation et des services et en amorçant, parmi eux, un mouvement volontaire et spontané de coopération progressive, une mission qui relève, pensons-nous, à l'heure actuelle, beaucoup plus de l'organisation de la profession agricole.

A ce stade de la réflexion, il est important de rappeler qu'aujourd'hui, le pays dispose d'options politiques claires et possède une expérience suffisamment longue et riche depuis son indépendance, pour se départir des schémas importés ou théoriques qui, bien que parfois séduisants, sont souvent conçus dans un esprit et pour des conditions qui n'ont rien de commun avec les réalités du pays et de son évolution naturelle. S'il est une évidence que l'on perd parfois de vue et qu'il faudrait rappeler, c'est que les solutions aux problèmes de notre développement agricole et rural ne peuvent être que locales et que, pour cela, elles doivent tenir compte des réalités du pays, en considérant ses potentialités agricoles, les divers handicaps naturels et humains, et en premier lieu, de nos paysans avec leurs caractéristiques et leurs limites, avec leurs capacités et leurs besoins qui au demeurant, deviennent de plus en plus diversifiés, complexes et précis.

Il faut néanmoins relever que les résultats des différentes réformes agraires et des politiques agricoles menées, malgré les insuffisances constatées tout particulièrement en matière d'organisation, de financement, de crédit et d'utilisation des intrants et des équipements, sont relativement encourageants puisque le taux de croissance de l'agriculture ne cesse de s'améliorer davantage au fil des années et a été en moyenne depuis l'année 1986 de 5% supérieur aux années antérieures et 11% au cours des 5 dernières années, (même si la fiabilité des statistiques est remise souvent en cause, la tendance constatée reste relativement fiable). Il faut par ailleurs, attribuer cette tendance positive, sans doute, à la politique de plus grande libération des initiatives privées dans l'ensemble des domaines de l'agriculture, de l'alimentation et au caractère porteur des marchés internes.

Sur le plan global, et dans un monde secoué par de profonds bouleversements et en pleine mutation, l'Algérie est en train de vivre un processus de réforme global qui vise à changer progressivement et radicalement une situation qui avait fini jadis, par montrer la société algérienne comme une "société bloquée". Pour sortir de cette situation, des réformes embrassant des domaines de la vie politique, économique et sociale ont été engagées, ces dernières années, pour concrétiser une démarche certes prudente, mais de rupture fondamentale. Celles-ci sont intervenues dans un contexte international marqué par la mondialisation de "l'idée démocratique" ou de "democratizing development" dans le jargon des pays anglo-saxons, embrassant tous les espaces qu'elle a pu investir au fur et à mesure qu'elle s'imposait.

à suivre

JOURNÉE NATIONALE DE VULGARISATION AGRICOLE Guelma et El-Tarf célèbrent l'événement

Il a permis de mettre en exergue les potentialités de l'agriculture de notre pays qui aspire à l'autosuffisance alimentaire.

L'ITMAS (Institut de technologie des moyens agricoles spécialisés) de Guelma a abrité, lundi, les festivités de la Journée nationale de la vulgarisation agricole, organisées conjointement par les services de la DSA, de la Chambre d'agriculture de la wilaya de Guelma et de nombreux partenaires de ce secteur stratégique.

Cette manifestation placée sous le thème "Assurons notre autosuffisance alimentaire" a regroupé le monde agricole, fellahs, éleveurs, agriculteurs, BADR, sociétés d'assurances agricoles, associations, entreprises des secteurs public et privé et autres. L'ouverture officielle de cet événement s'est déroulée en présence d'un large public et de représentants de 9 wilayas de l'Est, et a permis aux organisateurs de mettre en exergue les potentialités de l'agriculture qui est l'avenir de notre pays qui aspire à l'autosuffisance alimentaire.

Lors de cette journée, des fellahs ont expliqué que la BADR et les assurances agricoles leur apportent un concours financier incontournable qui leur permet de s'adonner aux travaux agricoles, aux cultures céréalières et maraîchères, à l'élevage de bétail, à l'aviculture, à l'apiculture.

À souligner que le coup d'envoi de la campagne labours-semailles 2017-2018 a été donné officiellement au sein de l'ITMAS qui englobe 117 ha, dont 5 réservés à la formation des stagiaires, 36 vaches laitières, une bergerie de 200 ovins, et des dépendances où d'autres activités sont pratiquées. Selon des visiteurs venus de divers horizons pour acquérir du matériel agricole, des engrais et des phosphates, cette campagne agricole s'annonce prometteuse avec l'apport des



L'exposition comptait pas moins de 35 stands.

précipitations qui ont ciblé, aujourd'hui, le pays d'une manière générale et la wilaya de Guelma en particulier.

Une trentaine de stands à El-Tarf

La wilaya d'El-Tarf a abrité la 24^e journée de vulgarisation agricole à laquelle était aussi associée la célébration de l'alimentation mondiale. Les visiteurs venus de plusieurs régions de la wilaya ont eu droit à une visite des 35 stands animés par des jeunes à la place En-Nasr. Le stand qui a reçu le plus de visiteurs est celui des produits apicoles et celui des plantes ornementales.

Le coup d'envoi a été donné par le chef de l'exécutif, Belkateb Mohamed, accompagné des autorités civiles et militaires. Lors de cette inauguration, le wali a donné des

orientations sur les pratiques agricoles afin de pouvoir assurer des rendements en mettant à la disposition des fellahs les moyens de production. Le directeur des services agricoles a, quant à lui, expliqué que "tous les stands sont dotés de moyens pour orienter nos fellahs", tout en mettant en exergue les différentes missions d'accompagnement, de suivi et de vulgarisation agricoles à travers toutes les localités de la wilaya. À noter que cette journée, qui est organisée en étroite collaboration avec l'UNPA et la Chambre d'agriculture, est une opportunité pour les milliers de fellahs de la région de s'informer sur les nouvelles techniques de la pratique agricole, et de prendre langue avec les acheteurs de leurs produits finis.

HAMID BAALI / TAHAR B.

AGRICULTURE À OUARGLA

Signature d'une convention DSA-ITGC

Une convention a été signée hier à Hassi Benabdallah (Ouargla) entre la Direction des services agricoles (DSA) d'Ouargla et l'Institut techniques des grandes cultures (ITGC) pour le développement de la céréaliculture dans la région. En vertu de cette convention, des spécialistes de l'ITGC (Alger) encadreront des sessions de formation au profit des agriculteurs de la wilaya d'Ouargla visant à développer les cultures céréalières, notamment les blés dur et tendre, et améliorer les modes de travail dans les exploitations agricoles, a indiqué le directeur général de l'Institut, Omar Zeghouane. Il sera également proposé l'introduction de 24 nouvelles variétés de blé (dur et tendre) dans la région, en impliquant les agriculteurs dans le choix des variétés, selon leur qualité, leur adaptation aux conditions naturelles de la région et donc leur rendement, avant d'entamer l'ensemencement, a-t-il ajouté lors de la célébration de la Journée nationale de vulgarisation agricole. Les spécialistes de l'ITGC procéderont aussi à l'élaboration d'un programme de recherche en faveur des agriculteurs de la wilaya d'Ouargla afin de les aider à développer la culture de certains légumes secs (lentilles, pois chiches) ainsi que des cultures fourragères destinées à l'aliment de bétail, a-t-il poursuivi. Zeghouane a, par la même occasion, fait état de l'élaboration d'un programme visant à permettre à l'Algérie, qui importe de larges quantités de céréales et légumes secs, d'atteindre l'autosuffisance en lentilles à l'horizon 2019 avec la possibilité de réaliser prochainement le même objectif pour les céréales, surtout avec l'abondance de la ressource hydrique souterraine dans le Sud pour l'exploiter rationnellement.

Chambre de l'agriculture Formation de plus de 300 jeunes porteurs de projets agricoles

La chambre de l'agriculture d'Oran a contribué, cette année, à la formation de 369 jeunes porteurs de projets agricoles au niveau du centre de formation professionnelle spécialisé en agriculture de Misserghine, a-t-on appris lundi de cette chambre. La formation, qui s'est effectuée en deux sessions, touche toutes les filières agricoles, a indiqué le secrétaire général de la chambre, en marge du Salon des produits agricoles, ouvert lundi à la maison de l'artisanat et des métiers à Haï «Es-Sabah» (est d'Oran). En outre, cinquante agriculteurs et fils de fellahs ont bénéficié de formation au niveau de l'Institut technologique spécialisé en agriculture d'Aïn Témouchent, lors de la saison agricole (2016-2017), a ajouté M. Zeddami Lahouari. D'autre part, la chambre a programmé 18 séances de vulgarisation au profit d'agriculteurs dans plusieurs spécialités dont les grandes récoltes, les maraîchages, la santé animale, en plus de l'organisation de caravanes de sensibilisation sur la santé végétale. Par

ailleurs, elle a participé à plusieurs manifestations internationales organisées à Oran liées au secteur agricole pour faire découvrir les performances nouvelles et bénéficier des expériences pour développer le secteur. Le nombre de fellahs et éleveurs inscrits au niveau de la chambre agricole de la wilaya d'Oran a atteint plus de 11.000 adhérents dont 789 femmes rurales. La chambre a délivré, à ce jour, 5.271 cartes magnétiques. Plus de 70 exposants activant dans différentes filières agricoles participent au Salon des produits agricoles organisé à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de vulgarisation agricole placée sous le slogan «L'investissement dans la connaissance, une garantie de la sécurité alimentaire», en plus de représentants d'instances nationales et d'artisans ayant un rapport avec le secteur agricole. Cette manifestation de trois jours est organisée par la Chambre de l'agriculture et la direction des services agricoles (DSA) en collaboration avec la Maison de l'artisanat et des métiers d'Oran.

SIDI-BEL-ABBÈS

90 ha de forêts récréatives attendent le feu vert du Premier ministre

90 hectares de forêts à future vocation récréative attendent le feu vert du Premier ministre pour être proposées à des investisseurs pour l'exploitation avec un cahier de charges.

Ces forêts ont été sélectionnées, il s'agit de la forêt de Bouhriz (16 hectares), de Sidi Zouaoui (10 hectares) dans la localité de Boukhanefis, de Moulay Slissen (15 hectares), de Sidi Nafaâ (7 hectares) dans la localité de Merine, de Djbel Refass (19 hectares) dans la



localité de Telagh, de Dhaya (9 hectares) dans la localité de Dhaya et du bosquet (6 hectares) dans le chef-lieu Sidi-Bel-Abbès. Ces forêts qui seront données en exploitation à des investisseurs pour une durée de 20 ans

renouvelable, sont soumises à un cahier de charges. Elles ne devront en aucun cas subir des travaux nécessitant le béton. Les matériaux doivent être en bois pour leur aménagement. Les forêts disposeront d'espaces de

détente, jeux, loisirs, distraction, jardins, lacs artificiels, bassins d'eau et de services pour les visiteurs. L'étude de ces projets a été faite.

L'initiative de ces forêts récréatives qui vient de la Direction de la conservation des forêts a été proposée à la direction générale qui a donné son aval dans l'attente de celui du Premier ministre pour la proposition d'exploitation par des investisseurs. Si ces derniers auront en charge l'exploitation, la conservation des forêts aura toujours un droit de regard sur le contrôle de leur gestion.

A. M.

7^e SALON INTERNATIONAL DE L'AQUACULTURE EN NOVEMBRE CARREFOUR DE PROFESSIONNELS

Le 7^e Salon international de la pêche et de l'aquaculture «SIPA 2017» se tiendra, à Oran, du 9 au 12 novembre prochain. Experts nationaux et étrangers débattront des atouts que représentent ces deux secteurs pour la diversification économique. Cet événement permettra aux professionnels, investisseurs, responsables de banques, de compagnies d'assurances... de se concerter autour des enjeux de secteur de la pêche et de l'aquaculture et ses activités annexes. Objectif : coordonner les efforts afin de le développer, créer de réelles opportunités d'investissement à même de contribuer au développement durable

de l'économie nationale et veiller à une exploitation optimale des ressources. Le développement de l'aquaculture, faut-il le préciser, figure parmi les objectifs du nouveau modèle économique de croissance.

Le plan sectoriel de la promotion de l'investissement dans ledit secteur vise, lui, à la promotion de mécanismes d'exploitation optimale des ressources marines et garantir leur rentabilité, l'accompagnement de l'investissement productif dans les filières aquacoles, l'encouragement de la coopération et partenariat, ainsi que la consolidation de la gestion participative avec les différents acteurs du domaine. Le dépar-

tement de l'Agriculture vise une augmentation de la production de la filière aquacole à 17.000 tonnes/an en 2017, par le développement de l'aquaculture intégrée dans les bassins d'irrigation agricole. La réalisation de cet objectif passera par la concrétisation de 2.100 projets d'investissements publics et privés dont 70% consacrés à la pisciculture dans les bassins d'irrigation agricole. Cet objectif de 2017 a été retenu sur la base des engagements des directeurs de wilayas chargés de la pêche et des programmes d'action et des investissements. Tout récemment, le ministre de l'Agriculture souligné que 200 demandes d'investissement

soumis à l'étude, ont pour but de renforcer non seulement les capacités de production dans la filière halieutique (maritime) mais aussi d'investir davantage dans le domaine de l'aquaculture dans les régions internes. «L'aquaculture, soutient-il, dans les régions du Sud et des haut plateaux, un rêve par le passé, est devenu aujourd'hui une réalité palpable, grâce à la volonté des investisseurs dans le domaine». Dans ce domaine aquacole, l'Algérie est en train de nouer de partenariats, notamment avec les Sud-Coréens. Un plan directeur à long terme est en cours d'élaboration.

F. Irnatene

TINDOUF Des produits aquacoles bientôt commercialisés

Les produits de l'élevage de poissons en eau douce à Tindouf seront commercialisés prochainement sur les marchés locaux, a-t-on appris hier des responsables locaux du secteur de la pêche et des ressources halieutiques. La commercialisation des poissons d'eau douce est le fruit de l'essor qu'a atteint la pisciculture dans cette wilaya de l'extrême sud-ouest du pays, à la faveur des investissements menés depuis plus de deux ans par de jeunes promoteurs dans ce segment d'activité, a indiqué le directeur de la station de pêche, Mohamed Ali Haddou. Les espèces qui seront commercialisées concernent notamment le Tilapia Nirotica et les Tilapia blanc et rouge, a expliqué le même responsable lors de la célébration de la Journée nationale de vulgarisation agricole.